

*Attribution de temps*

Où est le ministre du Revenu national (M. Rompkey)? Il est fort occupé à percevoir l'impôt sur le revenu des particuliers, à semer la terreur et à s'emparer des revenus des pêcheurs, à titre de ministre du Revenu national. Il n'a pas le temps de défendre les pêcheurs contre l'imposition d'une taxe de vente fédérale de 9 p. 100. Où sont les députés ministériels qui représentent des régions industrielles? Ils seront là, tout prêts à imposer cette taxe aux petits fabricants pour les écraser. Où sont les Québécois qui se préoccupaient tant du sort de l'industrie manufacturière de leur province? Ils seront là aujourd'hui pour faire leur sale boulot. Oui, le premier ministre veut faire adopter ce projet de loi en toute hâte et ils approuveront. Les Québécois ne rejeteront pas cette mesure même si elle touche toutes les entreprises manufacturières du Québec. Ils ne seront pas dans les parages.

Où sont les gens qui viennent de la région vinicole? Où sont les députés libéraux de la péninsule de Niagara? Ils approuveront. Ils se fichent pas mal du sort des producteurs de raisin, de la taxe, de l'indexation de la taxe de vente fédérale de 9 p. 100 sur le prix du vin, de la bière et des spiritueux. Ils ne seront pas là pour défendre les producteurs de raisin et de vin. Ils approuveront aveuglément.

J'ai une lettre en main. Je n'ai pas le temps de la lire dans ce discours mais j'en reparlerai plus tard. Elle explique quelles répercussions les changements apportés par le gouvernement auront sur les brasseries. Il s'agit d'une lettre de l'Association des brasseries du Canada. L'amendement que le ministre a proposé à ce projet de loi renferme encore une autre augmentation. Voici un passage de la lettre en question:

... en plus de l'indexation, en plus de la hausse de 29 p. 100 de la taxe d'accise fédérale de base... en plus du changement qui a été apporté dernièrement en Ontario...

Et ainsi de suite. Le travailleur n'aura plus les moyens de se payer une bière. Où sont les protecteurs des travailleurs parmi les députés d'en face? Ils approuveront bêtement les prétendus défenseurs des buveurs de bière qui se trouvent dans les rangs ministériels.

Qu'y a-t-il encore? Où sont les défenseurs des universités et des établissements d'enseignement? Où est le secrétaire d'État (M. Fox) qui promet d'accorder plus de subventions pour la recherche universitaire? Il sera ici et il approuvera ce projet de loi même s'il supprime l'exemption de la taxe de vente de 9 p. 100 dont les universités bénéficient depuis des années sur l'achat de matériel de recherche et de matériel didactique. Ce bill est libellé de telle sorte qu'il n'y aura plus que de rares exceptions à l'avenir. Cela va coûter aux universités et aux institutions post-secondaires des millions de dollars et pourtant le gouvernement dit qu'il est préoccupé et inquiet au sujet de l'état de la recherche scientifique et qu'il va lui accorder davantage de crédits.

● (1550)

Où sont donc les grands défenseurs de la presse? Y en a-t-il de l'autre côté de la Chambre? Tous ces éminents députés qui comptent des journaux de petites localités dans leur circonscription devraient se sentir concernés parce que ce bill com-

porte une taxe sur l'insertion des messages publicitaires dans les journaux. Il impose les encarts publicitaires des petits journaux hebdomadaires et mensuels de notre pays. Cela constitue assurément une question importante qui devrait faire l'objet d'un débat à la Chambre et les amendements qui ont été présentés devraient être étudiés.

Où sont donc passés tous les défenseurs du peuple de l'autre côté de la Chambre? Il vont sortir la tête de leur auge dans quelques minutes. Ils vont entendre la cloche et laisser l'auge dans laquelle ils remuent leur groin en ce moment. Ils viendront à la Chambre grogner leur assentiment. Ils viendront approuver cette bousculade du Parlement, ce projet de faire adopter précipitamment un bill, ce pillage du Parlement. Ils devront faire le sale boulot que leur ont demandé de faire les adjoints parlementaires, ces assassins et ces eunuques.

C'est la sixième fois jusqu'ici qu'on nous impose la clôture sur des bills d'importance majeure, portant par exemple sur le pouvoir d'emprunt ou un projet de plus de 20 milliards de dollars. Le gouvernement a invoqué la clôture au sujet du bill sur le gaz naturel dont le comité est actuellement saisi. Nous avons eu la clôture au sujet du projet constitutionnel. Le gouvernement veut maintenant nous imposer la clôture sur ce projet de loi qui va changer tout le régime de taxation s'appliquant à l'industrie des produits de beauté, au secteur de la fabrication, qui va indexer les taxes de telle sorte que désormais la taxe sur la bière, l'alcool et le tabac sera majorée automatiquement chaque année. Tout cela se trouve dans le bill, monsieur l'Orateur. Le principe «pas de taxation sans représentation» est important. C'est ce que les Canadiens obtiennent du gouvernement actuel: la taxation sans représentation. Comment pouvons-nous représenter les Canadiens si le gouvernement refuse que les amendements que nous avons proposés au comité soient soumis à la Chambre? C'est un principe important. Le principe de la taxation a déclenché des révolutions et des soulèvements.

C'est l'incident le plus condamnable depuis le Boston tea party. Le gouvernement emploie les mêmes tactiques infâmes que le roi Georges III, Gengis Khân et Barberousse pour faire adopter une loi fiscale sans débat ni discussion suffisante.

Je vois aux signes de tête discrets que vous faites, monsieur l'Orateur, que mon temps tire à sa fin. J'espère que les pêcheurs de Terre-Neuve et les Canadiens contemplant aujourd'hui le spectacle et voient comment les vaillants héros qu'ils ont élus nous traitent une fois de plus. Le gouvernement a imposé la population à douze reprises déjà. Il y a eu douze augmentations du pétrole et du gaz et neuf d'entre elles étaient des taxes fédérales. Le bill engendrera une nouvelle taxe. Le prix de la bière, d'un verre de vin, d'un verre de scotch, si quelqu'un a encore l'extravagance de boire du scotch sera indexé automatiquement. Le scotch est tellement coûteux que nous devrons nous rabattre sur le rye, le rhum ou autre chose. Voilà le sale petit jeu que le gouvernement joue aujourd'hui. Il y a la taxe de 8 p. 100 sur...